

Et si l'amélioration de l'employabilité des jeunes cachait de nouvelles formes d'inégalité sociale ?

Natália Alves - Faculdade de Psicologia e Ciências da Educação - Universidade de Lisboa - Portugal -(nalves@fpce.ul.pt)

Introduction

L'introduction récente du mot employabilité dans les discours éducatifs correspond à un changement du paradigme qui a orienté les politiques sociales ; elle s'inscrit dans une logique d'individualisation et de responsabilisation individuelle et dans la tendance croissante à la privatisation des problèmes sociaux. Mais l'employabilité légitime aussi le renforcement des mesures éducatives « professionnalisantes » destinées aux jeunes, en particulier aux jeunes issus des classes populaires et en risque de décrochage scolaire. Dans cette communication nous commençons pour discuter l'évolution du concept « employabilité » pour, ensuite, montrer que les mesures professionnalisantes sont, au Portugal, le résultat d'une politique volontariste de l'État, dépourvue d'écho dans le tissu entrepreneurial qui, lui, persiste à miser sur les faibles coûts de la main d'œuvre, qu'il considère comme un facteur de compétitivité, en même temps qu'il relègue sur un plan secondaire la discussion sur son rôle dans la (re)production sociale et dans la création de formes d'exclusion douces.

1. Quelques considérations sur le concept d'employabilité

Le terme employabilité s'est imposé comme une catégorie universelle d'analyse du marché du travail, comme un référent hégémonique des politiques d'emploi et, plus récemment, des politiques éducatives. Comme beaucoup d'autres mots aujourd'hui en vogue², ce terme fait l'objet d'un consensus sémantique généralisé qui dispense, a priori, de toute définition. Cependant, ce consensus n'est qu'apparent. La polysémie de la notion d'employabilité est manifeste dans les différentes définitions produites dans le domaine scientifique, dans les usages qui découlent de son utilisation en tant que catégorie d'action des politiques d'emploi³ et dans les significations qui lui sont attribuées, par exemple dans les documents produits dans le cadre de la Commission européenne et de l'OCDE⁴. Les limitations d'espace et les objectifs de cette communication nous amènent à nous pencher exclusivement sur la généalogie du concept et ses significations scientifiques, en suivant de près les travaux de Grazier (1990, s/d). Cet auteur identifie sept notions différentes d'employabilité : *employabilité dichotomique*, *employabilité sociomédicale*, *employabilité politique de main-d'oeuvre*, *employabilité-flux*, *employabilité performance attendue sur le marché du travail*, *employabilité-initiative*, *employabilité-interactive*.

L'*employabilité dichotomique* date du début du XXème siècle ; ce terme était utilisé par les services publics des Etats-Unis et de Grande-Bretagne pour classer ceux qui se présentaient sur le marché du travail ou réclamaient une assistance publique dans les deux catégories suivantes : les employables et les inemployables. La première catégorie englobait tous ceux qui pouvaient ou voulaient travailler, tandis que la seconde regroupait ceux qui ne pouvaient pas travailler pour des raisons les contraignant à se porter candidats aux bénéfices de la sécurité

sociale. Dans la pratique, il s'agissait, selon les termes de Gazier (s/d : 10) d'un « outil élémentaire de partition des pauvres et de gestion d'une situation d'urgence ».

Les années cinquante et soixante définissent temporairement trois nouvelles notions émergentes, qui ont en commun une approche quantitative de l'employabilité, en laissant intact le groupe social de référence : les chômeurs⁵. L'*employabilité sociomédicale* est la première à apparaître, dans les années cinquante, aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne et en Allemagne ; elle vise à mesurer, en appliquant des batteries de tests, la distance entre les caractéristiques physiques, cognitives et mentales d'un demandeur d'emploi et les exigences associées à un emploi déterminé. L'*employabilité politique de main-d'oeuvre*, développée aux Etats-Unis à partir des années soixante, n'est autre qu'une extension de l'employabilité sociomédicale. L'évaluation des distances entre les exigences associées à un emploi déterminé et les attributs individuels incorpore désormais une autre dimension : l'acceptabilité sociale. Dans cette perspective, l'employabilité désigne, selon Gazier (1990 : 579) « l'attractivité d'un individu, aux yeux des employeurs, appréciée par les résultats synthétiques des tests combinant l'évaluation d'aptitudes et celle de comportements, et privilégiant l'intégrabilité professionnelle ». Commune à ces deux notions, on distingue une conception strictement individuelle de l'employabilité, reposant sur une logique organisée autour de l'idée de déficit d'aptitudes. En revanche, l'*employabilité-flux*, d'origine française⁶, se présente comme une alternative aux approches individualistes centrées sur l'offre de travail, dominantes jusqu'alors. L'employabilité à la française, comme la désigne Gazier (1990), se focalise sur les conditions globales de la demande de travail. Elle correspond aux probabilités différentielles de sortie du chômage, en fonction des caractéristiques sociodémographiques classiques et des conditions générales de l'économie. Cette conception de l'employabilité, qui inclut également deux types conceptuellement distincts - employabilité moyenne⁷ et employabilité différentielle⁸ - prend comme unité d'analyse le groupe de chômeurs et non le chômeur individuel. En mettant l'accent sur les déterminants collectifs du chômage, cette conception d'employabilité établit une rupture avec la perspective psychologisante à tendance déficitaire d'où sont issues les autres notions, pour s'inscrire dans une perspective socioéconomique qui tient compte des cycles économiques et de la façon différenciée dont les modes de régulation des marchés du travail affectent plusieurs catégories de travailleurs.

À partir des années quatre-vingt, trois nouvelles formulations du concept d'employabilité se développent. L'augmentation du chômage conduit à la mise en place d'un vaste nombre de mesures et de programmes dans le cadre des politiques publiques de l'emploi. Dans ce nouveau contexte, l'employabilité devient, selon Barbier (2000), une catégorie d'action des organismes et des opérateurs des politiques de l'emploi, dans le cadre de la gestion du chômage de masse, ainsi qu'un indicateur pour évaluer leur efficacité. L'*employabilité performance attendue sur le marché du travail* apparaît ainsi comme une notion descriptive, utilisée intentionnellement, pour évaluer la réussite ou l'échec d'une mesure de politique de l'emploi ou de la formation⁹. On calcule ainsi quelle est la durée nécessaire pour trouver un emploi, pendant combien de temps cet emploi est conservé, et quelle est la rémunération perçue. Cette notion d'employabilité, à caractère nettement instrumental, est synonyme de la « capacité à extraire un revenu sur le marché du travail » (Gazier, s/d: 11). À la fin des années quatre-vingt, apparaissent deux autres notions d'employabilité qui, une fois de plus, reflètent la querelle entre ceux qui défendent une analyse de l'employabilité tenant compte des dynamiques socioéconomiques et ceux qui la conçoivent comme un attribut individuel, quasi ontologique. L'*employabilité-initiative* s'inscrit précisément dans cette dernière tendance. Celle-ci, qui a été dominante, prend un nouvel élan avec la diffusion de l'idéologie néolibérale, en particulier aux Etats-Unis et au Royaume-Uni. Définie par Gazier (s/d: 11) comme « les capacités individuelles à 'vendre' sur le marché du travail des qualifications », cette conception met elle aussi l'accent sur le travailleur individuel. Il s'agit, comme le soutient cet auteur, de développer la « créativité/responsabilité individuelle et la capacité à construire et mobiliser des réseaux sociaux », indispensables pour conserver un emploi ou en obtenir un autre. Les travailleurs ne se contentent plus, comme il y a quelques années, de réaliser les tâches qui leur sont exigées. Il leur faut désormais s'investir objectivement et subjectivement dans le travail, acquérir des capacités d'employabilité vendables sur le marché du travail, devenir entrepreneurs d'eux-mêmes. L'employabilité-initiative est donc une affaire d'individus atomisés et flexibles, capables de se déplacer entre les emplois, sur un marché du travail de plus en plus dérégulé. L'*employabilité-interactive*, quant à elle, est originaire du Canada. Elle aussi met l'accent sur l'individu et sur ses capacités, mais elle admet que l'employabilité individuelle ne peut pas être dissociée des modes de fonctionnement du marché du travail.

Dans ce sens, l'employabilité n'est pas un état, mais un processus qui se construit dans l'interaction entre les stratégies et les ressources individuelles, d'une part, les dynamiques macroéconomiques et les stratégies entrepreneuriales, de l'autre.

Cependant, bien qu'il y ait un consensus formel autour de la conception interactive de l'employabilité, et que se développent dans le domaine scientifique des approches qui opérationnalisent les différentes dimensions de ce concept¹⁰, le fait est que l'augmentation du chômage, son caractère structurel et la consolidation de la pensée néolibérale ont contribué au maintien, voire au renforcement de la perspective individuelle de l'employabilité. McQuaid et Lindsay (2004 : 205) se réfèrent précisément à cette tendance lorsqu'ils affirment que « l'interactivité, supposée au centre du concept, semble être remplacée par une focalisation singulière sur l'individu et sur ce que l'on peut désigner par 'compétences d'employabilité' ». La critique de l'hégémonie, instillée par la conception individuelle de l'employabilité, est également partagée par des sociologues comme Charlot et Glassman (1998) et Ebersold (2001). Pour ces auteurs, cette hégémonie s'inscrit dans un processus plus général d'individualisation et de responsabilisation individuelle, évoqué par nombreux sociologues (Beck, 2001, Giddens, 2001, Ehrenberg, 1991, 1995, Dubet et Martucelli, 1996), dont le corollaire est ce que Wallace et Kovatcheva (1998) désignent par une croissante privatisation des problèmes sociaux.

Depuis toujours associée à la question du chômage, l'employabilité individuelle est désormais investie d'une nouvelle centralité face à la nécessité de gérer un chômage structurel de masse, face à l'incapacité et à l'impossibilité des gouvernements nationaux de créer des emplois, leur champ d'intervention se réduisant à des actions qui affectent quasi exclusivement l'offre de travail, que ce soit sous forme de politiques d'emploi ou de politiques d'éducation-formation. Agir sur l'amélioration de l'employabilité individuelle apparaît comme la seule réponse politique possible, dans le contexte d'idées néolibérales, pour gérer un chômage de masse qui prend des allures paradoxales. Ce chômage est concomitant à l'augmentation généralisée des qualifications scolaires (Beck, 2001, Castel, 1999, Canário, 2005); il affecte non seulement ceux qui détiennent des faibles niveaux de qualification scolaire, mais aussi les plus qualifiés des qualifiés ; il n'est plus le résultat de l'absence de croissance économique, mais il est désormais inhérent au modèle de croissance économique lui-même, comme l'ont si bien démontré Boltanski et Chiapello (1999) et comme ne cessent de le confirmer les profits des grandes entreprises nationales et multinationales. Accepter l'inévitabilité du chômage comme une condition indispensable à la croissance des économies nationales et des taux de profit des entreprises va de pair avec la diffusion d'un discours qui ne cesse de « culpabiliser les victimes » et où l'employabilité est le terme qui lui confère la nécessaire légitimité scientifique en éclipsant les intérêts du capital et du travail, structurellement antagoniques. En effet, expliquer le chômage par le motif exclusif de l'absence de compétences d'employabilité revient à occulter les effets sociaux et économiques de cette nouvelle phase d'accumulation capitaliste. Ainsi, dans un contexte où règnent la pénurie d'emploi et une croissante flexibilisation de la relation salariale, mettre la charge du chômage sur les chômeurs et l'expliquer par le biais de leur employabilité réduite, c'est mystifier un problème, par définition complexe, dont la résolution ne se satisfait ni de mesures compensatoires ni de mesures palliatives.

2. Accroître la compétitivité, lutter contre le chômage et l'exclusion sociale, améliorer l'employabilité

Au Portugal, le terme employabilité a toujours été essentiellement réservé au « traitement » des chômeurs en général, des chômeurs de longue durée en particulier. Ce terme est donc une constante des mesures de politique d'emploi-formation destinées à ce groupe cible. Par contre, dans le domaine éducatif, son inclusion dans la rhétorique discursive gouvernementale est bien plus récente et marginale. Améliorer l'employabilité des jeunes va actuellement de pair avec trois autres grandes objectifs définis pour l'éducation dans notre pays : accroître la compétitivité, lutter contre le chômage et contre l'exclusion sociale. Ces objectifs, réitérés par tous les gouvernements de ces dernières décennies indépendamment de leur filiation politique, mettent à l'ordre du jour et au centre du débat politique la relation entre éducation et travail, remise d'actualité avec l'augmentation du chômage. Au Portugal, cette relation a toujours été agitée. Matérialisée dans les cours de l'enseignement

technique jusqu'à la révolution de 1974, elle était – et elle le reste – le résultat d'une politique volontariste de l'État, dépourvue d'écho parmi les chefs d'entreprise qui ne privilégiaient ni la formation initiale, ni la formation continue (Grácio, 1986)¹¹ et qui, de nos jours, persistent à miser sur les bas salaires, considérés comme le principal facteur de compétitivité économique. Mais la relation éducation-travail a également été un instrument essentiel pour répondre, à partir des années soixante, à l'accroissement de la demande sociale d'éducation émanant de la classe moyenne et de certaines franges des milieux ouvriers, en laissant intact le processus de recrutement et de formation des élites nationales¹². Voie de scolarisation par excellence des classes populaires, l'enseignement technique a été aboli dans la seconde moitié des années soixante-dix. Cette extinction était alors le fruit de la révolution en cours et du mouvement d'unification de l'enseignement qui, en France, a donné origine au collège et, au Royaume-Uni, à la comprehensive school.

Le début des années quatre-vingt marque un nouveau cycle dans les politiques éducatives au Portugal et un changement dans la façon de concevoir le rôle de l'éducation. Si jusqu'aux crises économiques des années soixante-dix, l'éducation était entendue comme un instrument de lutte contre les inégalités sociales et une condition indispensable pour assurer la croissance économique, avec l'augmentation du chômage des jeunes, un nouveau rôle lui est attribué : celui de contribuer à la diminution du chômage. La réintroduction des filières professionnalisantes dans les pays qui les avaient abolies et leur renforcement dans les autres sont légitimés, du point de vue politique, par le besoin d'augmenter la compétitivité des économies européennes et, surtout, par la nécessité de combattre le chômage des jeunes. Faisant table rase des connaissances produites dans les domaines de l'économie et de la sociologie¹³, le chômage est expliqué dans les discours politiques et dans certains discours émanant du domaine scientifique, comme le résultat des défaillances du système éducatif, auquel il est reproché : de ne pas inculquer aux jeunes un système de dispositions favorables au travail (Furlong, 1988), de ne pas développer les compétences nécessaires à leur insertion dans la vie active (Finn, 1985), de dispenser une formation accusée d'être trop académique et trop peu solide en termes professionnels (Finn, 1984, Sherman, 1991). Le Portugal n'échappe pas à cette tendance et la réintroduction de la filière professionnalisante dans notre pays ou la flexibilisation externe du système éducatif, comme l'appelle Correia (1999), va reproduire les arguments dominants : donner une réponse au besoin d'accroître la compétitivité de l'économie nationale et de lutter contre le chômage des jeunes, expliqué par leur manque de qualification professionnelle.

Les critiques contre le retour à une conception instrumentale et gestionnaire de l'éducation se sont immédiatement fait entendre, aussi bien au Portugal que dans les autres pays européens où l'on a assisté à une subordination progressive de l'éducation aux intérêts économiques. Pour l'essentiel, ces critiques s'organisent autour de trois types d'arguments : politiques, éducatifs et économiques.

Du point de vue politique, les critiques s'adressent aussi bien à la subordination de l'éducation à l'économie qu'à la conception fragmentée de l'acteur social, qui valorise la formation du travailleur comme si ce rôle était autonome de celui de citoyen (Correia, Stolerof et Stoer, 1993). Les critiques prennent également pour cible le déplacement du cœur de la discussion sur le concept d'égalité des chances de l'univers éducatif vers le monde du travail (Alves et alli, 2001). L'égalité des chances n'est plus une référence centrale de la politique éducative, elle est remplacée par l'égalité des chances dans l'obtention d'un emploi.

Sur le plan éducatif, les critiques vont contre le caractère socialement discriminant de ces offres de formation qui tendent à se transformer en *ghettos*, habités par des jeunes des classes populaires marqués par des trajectoires scolaires d'échec (Combes, 1988, Grácio, 1991, Alves et alli, 2001, São Pedro et alli, 2002), ce qui leur confère un statut de seconde chance au sein du système éducatif, statut qui se perpétue sur le marché du travail par le fait que ses détenteurs ont proportionnellement moins de chances de promotion de carrière que leurs collègues universitaires, qu'ils ont plus de probabilités de se retrouver au chômage et de moins bien rentabiliser leurs diplômes (Grácio, 1997, Portugal, 2004)¹⁴. Le caractère socialement sélectif et, dans certains cas stigmatisant, de ces offres éducatives a récemment été renforcé par la création des curriculums alternatifs et des cours d'éducation-formation dans la scolarité obligatoire. Choissant comme public cible les jeunes en risque de décrochage scolaire, ces modalités, dont les objectifs sont de combattre l'exclusion sociale et d'augmenter l'employabilité, introduisent des parcours différenciés dans l'enseignement de base, légitimés à la lumière de

l'idéologie de l'inclusion (Correia, 1999). Ce faisant, elles contribuent à une nouvelle reformulation sémantique de la notion d'égalité des chances, dont le référent n'est plus l'enseignement égal pour tous, pour consacrer l'idée d'un enseignement différent pour des capacités différentes. Mais ces modalités, qui s'inscrivent dans un processus de flexibilisation interne du système éducatif (Correia, 1999), sont également une des faces visibles de l'exclusion douce à laquelle se réfère Dubet et la preuve qu'une éducation orientée vers le travail, pour diminuer les risques d'exclusion et accroître l'employabilité, est quelque chose qui se destine à ceux qui ne possèdent pas les compétences cognitives leur permettant de suivre un curriculum « normal », ceux-ci étant dans leur quasi totalité, comme par hasard, issus des classes populaires et des minorités ethnico-culturelles.

Du point de vue économique, certaines études produites dans le domaine de l'économie de l'éducation, comme celle de Corson (1991) par exemple, démontrent que les coûts élevés indexés aux cours professionnalisants, si on les compare à ceux de la formation générale, n'ont pas le retour attendu en termes d'augmentation de la productivité individuelle. On en conclut donc que, sur le plan économique, ils sont comparables à la formation générale. D'autres recherches corroborent la thèse selon laquelle ce type de formation n'augmente pas les avantages économiques de ces jeunes sur le marché du travail. Deux études réalisées sur l'insertion dans la vie active de jeunes diplômés de l'enseignement secondaire (São Pedro et alli, 2002) et sur les actions de formation professionnelle initiale (Carimbo, 2001) au Portugal démontrent qu'il n'y a pas de différence significative dans la situation face au chômage : parmi les jeunes qui ont suivi les cours généraux de l'enseignement secondaire, 18% étaient au chômage ; parmi ceux qui ont suivi des cours technologiques, 19% étaient au chômage ; parmi ceux qui ont suivi une filière professionnelle, le taux de chômage était de 15% et parmi ceux qui ont suivi des actions de formation professionnelle initiale, 17% avaient le statut de chômeurs. D'autres études encore, centrées sur les stratégies de recrutement (Moreno, 1998), montrent que les chefs d'entreprise portugais privilégient traditionnellement le recrutement des jeunes les moins qualifiés, porteurs de qualifications de niveau I et II, et que la formation générale, la capacité d'apprentissage, les capacités motivationnelles (zèle et effort) et comportementales (assiduité, ponctualité, respect des hiérarchies) sont des critères de sélection plus valorisés que la formation de nature professionnalisante.

Conclusion

Quelles conclusions tirer de ce que nous venons d'exposer ?

En premier lieu, que persiste au Portugal un modèle de spécialisation économique qui construit encore ses avantages économiques sur les faibles coûts de la force de travail. En deuxième lieu, que les stratégies de recrutement des chefs d'entreprise, dans la mesure où ils valorisent le profil relationnel et comportemental des travailleurs, privilégient essentiellement leur capacité de s'investir subjectivement dans le travail, capacité qui est en même temps synonyme d'employabilité et de perméabilité aux nouvelles formes d'exploitation du travail. En troisième lieu, que demeure inaltérable la contradiction entre la politique éducative et les stratégies des entreprises ; autrement dit, qu'à la coïncidence des discours des politiques et des chefs d'entreprises, qui attribuent le chômage et la faible compétitivité de l'économie au manque de qualification de la main d'œuvre juvénile, s'oppose une profonde discordance au niveau des pratiques. En quatrième lieu, que les discours et les politiques fondées sur la défense de formations professionnalisantes sont marqués par une forte charge idéologique qui tend à résister à toutes les évidences empiriques qui les mettent en cause. En cinquième et dernier lieu, que nous faisons face à des discours et à des politiques qui occultent le rôle de ces modalités dans la reproduction des inégalités sociales en mettant l'accent sur des arguments qui se prétendent idéologiquement neutres, comme la compétitivité économique, la lutte contre le chômage et l'exclusion sociale et, plus récemment, l'augmentation de l'employabilité.

Références bibliographiques

- Alves, N., Almeida, A, J., Fontoura, M. et Alves. P. (2001). *Educação e Formação: Análise Comparativa dos sub-sistemas de qualificação profissional de nível III*. Lisboa: OEFP.
- Azevedo, J. (1999). *Inserção precoce dos jovens no mercado de trabalho*. Lisboa: MTS/PEETI.
- Barbier, J.-C. (1994). Le retour à l'emploi. *Informations Sociales*, 37, pp. 121-129.
- Barbier, J.-C. (2000). *A propos des difficultés de traduction des catégories d'analyse des marchés du travail et des politiques de l'emploi en contexte comparatif européen*. CEE, Document de travail, 3.
- Beck, U. (2001). *La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*. Paris : Éditions Flammarion.
- Boltanski, L. et Chiapello, E. (1999). *Le nouvel esprit du capitalisme*. Paris : Gallimard.
- Canário, R. (2005). *Multiplicar as oportunidades educativas*. Intervention à la séance publique de présentation du Programme Nouvelles Chances. Lisboa: Universidade de Lisboa, mimeo.
- Carimbo, S. (2001). *Inserção profissional dos ex-formandos de ações de formação profissional inicial. Relatório Global – 1997/98*. Lisboa: CIME/DGEFP.
- Castel, R. (1999). *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*. Paris: Gallimard.
- Charlot, B. et Glasman, D. (1998). Introduction. In B. Charlot et D. Glasman (dir). *Les jeunes, l'insertion et l'emploi*. Paris : PUF, pp. 11-26.
- Combes, M-C (1988). *Alternance et insertion professionnelle*. Collection des Études, n°36. Paris : Cereq.
- Correia, J. A (1999). «As ideologias educativas em Portugal nos últimos 25 anos». *Revista Portuguesa de Educação*, 12, (1), pp. 81-110.
- Correia, J. A, Stolerof, A et Stoer, S. (1993). «A Ideologia da modernização no sistema educativo em Portugal». *Cadernos de Ciências Sociais*, 12/13, pp.25-51.
- Corson, D. (ed.). *Education for work*. Clevedon: Open University Press.
- Dubet, R. et Martucelli, D. (1996). *A l'école. Sociologie de l'expérience scolaire*. Paris : Seuil.
- Ebersold, S. (2001). *La naissance de l'inemployable ou l'insertion aux risques de l'exclusion*. Rennes : Presses Universitaires de Rennes.
- Ehrenberg, A (1991). *Le culte de la performance*. Paris : Hachette.
- Ehrenberg, A (1995). *L'individu incertain*. Paris : Hachette.
- Finn, D. (1984). «Leaving school and growing up: work experience in the juvenile labour market». I. Bates et al.. *Schooling for the dole?: the new vocationalism*. London: Macmillan.
- Finn, D. (1985). «The Manpower Services Commission and the Youth Training Scheme». R. Dale (ed). *Education, training and employment*. Oxford: Pergamon.
- Furlong, C. (1988). «But they don't want to work, do they?». D. Raffè (ed). *Education and the youth labour market*. London: Flamer Press.
- Gazier, B. (1990). L'employabilité: brève radiographie d'un concept en mutation. *Sociologie du Travail*, 4, pp. 575- 584.
- Gazier, B. (s/d). *Assurance chômage, employabilité et marchés transactionnels du travail*. Paris : Université Paris 1/ Matisse.
- Giddens, A. (2001). *Modernidade e identidade social*. Oeiras: Celta.
- Giret, J.-F. (2000). *Pour une économie de l'insertion professionnelle des jeunes*. Paris : CNRS Editions.
- Grácio, S. (1986). *Política educativa como tecnologia social. As reformas do ensino técnico de 1948 e 1983*. Lisboa: Livros Horizonte.
- Grácio, S. (1991). «Estado, ensino técnico e procura social de ensino». AAVV *Novos Rumos para o ensino tecnológico e profissional. Actas da Conferência nacional*. Porto: ME/GETAP.
- Grácio, S. (1997). *Dinâmicas da escolarização e das oportunidades individuais*. Lisboa: Educa.
- Ledrut, R. (1996). *Sociologie du Chômage*. Paris : PUF.
- McQuaid, R. W. et Lindsay, C. (2005). The concept of employability. *Urban Studies*, 42, 2, pp. 197-219.
- Moreno, C. (coord) (1998). *Os empresários e o mercado do primeiro emprego. Estratégias de recrutamento*. Porto: AIP.
- Pochet, P. et Paternotre, M. (1998). «Employabilité» dans le contexte des lignes directrices de l'Union Européenne sur l'emploi. Bruxelles : Observatoire Social Européen.
- Portugal, P. (2004). «Mitos e factos sobre o mercado de trabalho português: a trágica fortuna dos licenciados». *Banco de Portugal / Boletim Económico*, 10, 2, pp.73-80.
- São Pedro, M. E. et alli (2002). *Formação de nível secundário e inserção profissional*. Lisboa: OPES/ME
- Sherman, R. (1991). «Vocational education and democracy». D. Corson (ed.). *Education for work*. Clevedon: Open University Press.
- Wallace, C. et Kovatcheva (1998). *Youth in society. The construction and deconstruction of youth in East and West Europe*. London: Macmillan Press.

(Footnotes)

² Nous pensons plus précisément à des mots tels que exclusion sociale, flexibilité ou apprentissage tout au long de la vie, qui sont aujourd'hui une présence constante dans les discours politiques nationaux et transnationaux et qui dispensent de toute définition préalable.

³ Sur ce type d'études, voir par exemple, pour le cas français, l'article de Barbier (1994), et pour les Etats-Unis et le Royaume-Uni, l'étude de McQuaid et Lindsay (2005).

⁴ Sur ce type d'analyse, voir Pochet et Paternotre (1998) .

⁵ Depuis sa genèse, l'employabilité est toujours associée à la privation d'emploi. L'employabilité est donc une question qui concerne essentiellement les chômeurs.

⁶ Cette notion d'employabilité a son origine dans les travaux pionniers de Ledrut (1966).

⁷ Ce type d'employabilité est dépendant de la conjoncture économique (Gazier, 1990), dans la mesure où la probabilité de trouver un nouvel emploi lorsqu'on est au chômage augmente dans les périodes de croissance économique et diminue dans les conjonctures de récession.

⁸ L'employabilité différentielle renvoie à l'analyse des inégalités sociales et économiques qui affectent certains groupes de chômeurs et qui influencent la probabilité d'accéder à un nouvel emploi (Gazier, 1990).

⁹ Au Portugal, cette notion d'employabilité est fréquemment utilisée pour désigner le taux d'employabilité et c'est l'un des indicateurs les plus utilisés pour évaluer la qualité et l'efficacité des cours de formation professionnelle initiale placés sous la responsabilité du ministère de l'Éducation et/ou du Travail.

¹⁰ Voir par exemple la proposition présentée par Evans et alli (1999), évoquée dans l'article de McQuaid et Lindsay (2005) et celle que ceux-ci présentent dans le même article.

¹¹ La faible valorisation de la formation continue reste une caractéristique des chefs d'entreprises portugais, comme le confirment des études plus récentes (Azevedo, 1999, Moreno, 1998).

¹² Ce processus était lié à la fréquentation du lycée, puis de l'université.

¹³ Je me rapporte concrètement aux théories explicatives du chômage des jeunes, comme la théorie du cycle, la théorie de la concurrence ou de la file, la théorie structurelle et les théories de la segmentation du marché du travail (cf Giret, 2000).

¹⁴ Il est intéressant de remarquer que, selon des données récentes divulguées par Eurostat et par l'ONU, le Portugal est le deuxième pays de l'EU (15) en termes d'inégalité dans la répartition des revenus. L'énorme dispersion salariale enregistrée dans notre pays et la très forte rentabilité individuelle du diplôme de l'enseignement supérieur, parallèlement au stigmatisme social qui accompagne ces modalités, contribuent à expliquer la faible attraction exercée par ces offres de formation sur la population d'élèves.